

LE PARTI DÉNONCE UN GRAVE DANGER SUR LE MULTIPARTISME

La Wilaya de Tamanrasset interdit toute activité du RCD sur son territoire

Le secrétaire général de la Wilaya de Tamanrasset menace le Rassemblement pour la culture et la démocratie de ne plus lui «délivrer aucune espèce d'autorisation pour tout type de réunion que vous projetteriez d'organiser». Rien que cela ! C'est ce qu'annonce le parti dans un communiqué rendu public hier intitulé, à juste titre, «danger sur le multipartisme».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - On y lit, ainsi : «En effet, invoquant le déroulement de la réunion de l'aile jeunesse du RCD à la Maison de jeunes de la ville, le 10 août 2016, ce commis de l'Etat écrit dans une correspondance portant le numéro 70/2016 et datée du 14 août au responsable du bureau régional de Tamanrasset que (citant le SG de la Wilaya) ces comportements portent atteinte à la réputation de la formation politique à laquelle vous appartenez, d'une part, et portent atteinte aussi à l'ordre public et sont passibles de poursuites judiciaires. Sur ce, nous attirons votre attention que l'administration prendra en compte ces comportements et s'engagera à délivrer aucune espèce d'autorisation pour tout type de réunion que vous projetteriez d'organiser.»

Une correspondance qui fera dire au parti de Mohcine Belabas : «Nous voilà donc instruits que dans une wilaya de la République, la Constitution et les lois sont suspendues pour empêcher les activités du

RCD ; une sorte d'état d'exception à notre encontre décidé par le secrétaire général d'une Wilaya.»

Cette décision, ahurissante et pour le moins inédite, prise à l'encontre d'un parti agréé, reflète, on ne peut mieux, l'état d'esprit général régnant au sein d'une bonne partie de la communauté des commis de l'Etat, chez qui l'excès de zèle le dispute au ridicule, dès lors qu'il s'agit de Abdelaziz Bouteflika. Car, que s'est-il donc passé de si grave lors de cette rencontre de l'aile jeunesse du RCD pour que l'administration ait recouru à cette extrémité, qu'est cette décision de frapper d'interdit toute activité du RCD sur tout le territoire de la wilaya de Tamanrasset ? Le parti raconte les faits dans son communiqué. Il s'agit, ainsi, d'une conférence organisée sous le thème «le rôle de la jeunesse dans le combat politique (...)» Durant les débats, les militants jeunes, au nombre de 43, ont soulevé l'isolement et l'abandon de la région, le problème des diplômés chômeurs et l'absence d'une



Le parti de Belabès affirme qu'il ne cédera pas aux intimidations.

politique de développement pour la région. N'ayant rien à cacher, les responsables de cette réunion ont laissé l'accès libre aux citoyens et aux éléments des services de sécurité au nombre de deux. Ces derniers n'ont pas manqué, ajoute le communiqué, à la fin des travaux, qui se sont déroulés dans la plus grande sérénité, de reprocher aux militants la présence de l'étendard de l'amazighité aux côtés du drapeau national. Par contre, le déplacement du portrait du

chef de l'Etat au cours de la réunion qu'invoque la correspondance de la Wilaya, n'a fait l'objet d'aucun commentaire pendant ou après les travaux».

Le communiqué conclut que «c'est l'angle d'attaque que choisit le secrétaire général pour construire son offensive contre le RCD». Aussi, au SG de la Wilaya, qui adosse sa décision sur l'article 09 de la loi 19/91, le RCD répliquera que «malgré l'élasticité de cet article, aucun

fait du déroulement de la rencontre ne tombe sous ces qualifications».

Ledit article interdit, pour la précision, «de s'opposer aux constantes nationales, de porter atteinte aux symboles de la Révolution du 1^{er} Novembre, à l'ordre public et aux bonnes mœurs». Ce à quoi le parti répondra également que, bien au contraire, «le RCD rappelle qu'il a construit son action sur les valeurs de la Révolution algérienne notamment le combat pour l'avènement d'un Etat démocratique et social consigné dans la plateforme de la Soummam. C'est son attachement à la construction de cet Etat pour lequel le peuple algérien a consenti tant de sacrifices qui l'a conduit à s'opposer en première ligne à la horde intégriste et à en payer le prix fort pour la sauvegarde de la République et de son Etat».

Ce rappel de certains principes consubstantiels à son existence fait, le RCD affirmera, enfin, qu'il ne cédera pas aux intimidations. «La direction du RCD et ses militants savent que la qualité de notre implantation dans cette région n'agréa pas les chapelles clientélisées à souhait. Il convient qu'elles sachent que notre détermination à offrir une autre alternative aux populations ne nous fera reculer devant aucun obstacle», conclura le communiqué.

K. A.

NOURI À BÉJAÏA :

«L'État aidera les investisseurs privés dans le tourisme»

En visite de travail et d'inspection, hier, dans la wilaya de Béjaïa, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Nouri Abdelwahab a déclaré que l'Etat est disposé à aider et accompagner les investisseurs privés dans le secteur du tourisme.

«L'Etat est là pour les orienter, les aider et les accompagner», a assuré le ministre, tout en mettant l'accent également sur l'aspect de la formation qui constitue», a-t-il précisé, «la pierre angulaire dans le développement du tourisme et l'amélioration de la qualité des services à même d'attirer les touristes étrangers.»

Lors de l'inauguration de l'hôtel Atlantis à Akbou, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat n'a pas caché sa «grande satisfaction» devant «l'architecture et la qualité des travaux de réalisation» de ce complexe hôtelier par un investisseur privé. Un complexe hôtelier, 4 étoiles d'une capacité de 47 chambres dont le coût de réalisation s'élève à 500 millions de dinars.

A Amizour, Nouri Abdelwahab a visité un autre projet de réalisation d'un autre complexe hôtelier par un opérateur privé ayant bénéficié d'une assiette foncière dans le cadre du Calpiref.

Un projet hôtelier d'une capacité de 250 chambres estimé à 133 milliards de centimes. Profitant de la présence du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, l'opérateur économique a fait part des difficultés qui entravent la concrétisation de son projet, notamment en ce qui concerne son financement par la BDL qui lui aurait pourtant donné son «accord pour un crédit» a-t-il déploré.

Le ministre s'est engagé à intervenir auprès de la banque en question pour tenter de trouver une solution. Nouri Abdelwahab a insisté auprès de l'investisseur au passage sur le respect du «cahier des charges» avant de se diriger vers le chef-lieu de wilaya pour inaugurer le nouveau siège de wilaya de la Direction du tourisme et de l'artisanat dont le taux d'avancement des travaux avoisine les 95%.

Estimé à 9 milliards de centimes, le nouveau siège en question de la Direction du tourisme et de l'artisanat nécessite une rallonge d'une

enveloppe financière de 2 milliards de centimes.

Le ministre a insisté auprès de l'entreprise réalisatrice pour la livraison du projet dans les «plus brefs délais».

Lors de la même visite à Béjaïa, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a également inauguré entre autres l'hôtel du Nord situé au centre-ville avant de donner le coup d'envoi de la 13^e édition du salon de l'artisanat au niveau de l'école Ibn Rochd qui s'étalera jusqu'au 22 août

prochain. Sur la côte est béjaouie, Nouri Abdelwahab s'est rendu à l'hôtel des Hammadites où les responsables locaux lui ont présenté l'étude de modernisation de ce complexe hôtelier public. A Aokas, une étude du projet d'extension de la ZET a été aussi exposé au ministre du Tourisme.

Lors d'une intervention sur les ondes de la radio locale, le ministre du Tourisme a annoncé l'ouverture d'une enquête minutieuse pour «assainir le secteur des faux investisseurs ayant bénéficié d'assiettes

foncières», a-t-il fait savoir. «L'Algérie dispose d'atouts touristiques importants qu'il faudra exploiter à bon escient pour promouvoir la destination Algérie, notamment en ce qui concerne le tourisme saharien (...). Une enquête minutieuse sera menée aussi à Béjaïa pour assainir le secteur du tourisme avec comme objectif d'encourager et d'aider les véritables opérateurs dans le secteur du tourisme», a affirmé en substance le ministre dans son intervention à la radio.

A Kersani

HADJ 2016

Départ du premier groupe aujourd'hui

Coup d'envoi de la saison du Hadj 2016. Le premier vol vers les Lieux-Saints de l'islam s'effectue aujourd'hui avec à son bord 260 futurs hadjis. L'opération se poursuivra à travers 104 vols programmés, dont 64 assurés par la compagnie Air Algérie.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Ils sont au total 29 000 Algériens à accomplir les rites du Hadj cette année. Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a assuré avoir pris toutes les mesures nécessaires pour permettre aux pèlerins de passer leur séjour dans de bonnes conditions. Ainsi les Hadjis seront installés dans des hôtels 3 étoiles à proximité des deux Lieux-Saints afin de leur faciliter le déplacement.

Le nombre de hadjis par chambre

ne dépassera pas cinq personnes, et le département de Mohamed Aïssa promet également d'assurer de bonnes conditions d'hébergement à Arafat. Le nombre des imams accompagnant les hadjis a été augmenté cette année de 65 à 150 imams. Il y aura aussi la présence d'un imam, d'un médecin et d'un agent de la Protection civile à bord de chaque avion décollant de l'Algérie vers les Lieux-Saints pour accompagner les hadjis jusqu'à leur retour.

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a annoncé les modalités de remise des passeports visés et des carnets du Hadj aux futurs pèlerins dans le cadre de la facilitation des mesures de contrôle au niveau des postes de la police des frontières dans les aéroports.

Ainsi pour les Hadjis encadrés par l'Office national du Hadj et de la Omra (Onho), le ministère de l'Intérieur se chargera de remettre les passeports visés à la compagnie Air

Algérie qui, à son tour, les remettra aux Hadjis au niveau des aéroports cinq heures avant le premier vol, et ce, selon la date du départ.

Une procédure déjà appliquée auparavant, précise le ministère de l'Intérieur. La remise des carnets du Hadj se fera, quant à elle, au niveau des daïras ou circonscriptions administratives du lieu de résidence.

Pour ce qui est des hadjis pris en charge par les agences de tourisme et de voyages, les wilayas se chargeront de remettre les passeports visés ainsi que les carnets du Hadj aux agences qui les remettront à Air Algérie 72 heures avant le départ tout en prenant en charge le reste des procédures.

Les candidats au Hadj devront se présenter à l'aéroport six heures avant le décollage munis du carnet du Hadj, du reçu de paiement des frais et du billet d'avion.

Par ailleurs, cette année, les hadjis seront munis d'un bracelet électronique. Le dispositif sera équipé d'une

carte SIM Mobilis et permettra de suivre les pèlerins lors de leur parcours, d'effectuer des appels vocaux et d'émettre un signal SOS.

1 000 glucomètres ont été aussi remis, à titre gracieux, pour les pèlerins diabétiques pour leur permettre de mesurer leur taux de glycémie en toute simplicité. Les autorités saoudiennes, de leur côté, ont déclaré que les hadjis, plus de deux millions cette année, seront dotés de bracelets électroniques pour les identifier en cas d'accidents ou de catastrophe, comme ce fut le cas l'an dernier où plus de 2 000 pèlerins de différentes nationalités sont morts à Mena lors d'une bousculade devant la stèle symbolisant Satan.

Le ministre saoudien du Hadj et de la Omra a assuré également que de nombreuses mesures préventives ont été adoptées pour le Hadj 2016 pour éviter le tragique scénario du Hadj 2015.

S. A.